

LA FAO ET LES HUIT OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

- 1: Éradiquer la pauvreté extrême et la faim
- 2: Assurer l'éducation primaire pour tous
- 3: Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- 4: Réduire la mortalité infantile
- 5: Améliorer la santé maternelle
- 6: Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
- 7: Préserver durablement l'environnement

OBJECTIF 8: METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'OMD n°8, qui vise à créer un partenariat mondial pour le développement, est assorti de plusieurs cibles, dont certaines concernent plus directement la FAO:

- Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés (PMA), des pays en développement sans littoral et des petits états insulaires en développement;
- Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire; et
- En coopération avec le secteur privé, mettre les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et de la communication (TIC), à la portée de tous.

L'aide aux PMA n'a pas été à la hauteur des engagements, et rares sont les pays qui sont parvenus à octroyer une aide publique au développement plus généreuse. Les progrès accomplis en ce qui concerne le système commercial et financier ont été lents. En revanche, ceux concernant les TIC ont été rapides dans le domaine de la téléphonie mobile, mais de grosses lacunes subsistent en matière d'accès amélioré à des technologies primordiales, comme Internet.

L'ACTION DE LA FAO

Plus de 150 donateurs unilatéraux, bilatéraux et multilatéraux contribuent au financement des programmes et projets de terrain de la FAO. En 2009, le programme de terrain de la FAO a fourni une assistance technique et déployé des opérations d'urgence et de relèvement pour un montant de 715 millions d'USD. Début 2010, le budget disponible est de plus d'un milliard et demi de dollars. La FAO a également conclu des accords avec 27 institutions de financement investissant dans l'agriculture; parmi les plus récents, citons l'Union européenne, la Société financière internationale (SFI) et la Banque islamique de développement (BIsD).

En 2009, l'Union européenne a créé un fonds doté d'un milliard d'euros baptisé « Facilité alimentaire », destiné à stimuler la production agricole pour enrayer puis inverser la progression de la faim dans le monde. Plus de 215 millions d'euros (301 millions d'USD) sont alloués à des opérations de la FAO déployées dans 27 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Les programmes en question ont un impact rapide mais durable sur la sécurité alimentaire et exercent leur action dans les domaines suivants: amélioration de l'accès des agriculteurs aux intrants et aux services; promotion de l'agriculture de conservation; développement de la production de semences certifiées; amélioration des infrastructures

rurales; renforcement des associations d'agriculteurs; et promotion de liens avec les marchés. Dans de nombreux pays, la « Facilité alimentaire » finance en outre une étroite collaboration avec d'autres organisations des Nations Unies et ONG. Toujours en 2009, la FAO et la Banque islamique de développement ont annoncé un accord d'un milliard d'USD pour financer le développement agricole des pays pauvres qui sont membres des deux organismes.

La FAO aide les petits états insulaires en développement à surmonter les menaces pesant sur la durabilité à long terme de son secteur halieutique, du fait de la surexploitation des ressources marines. Citons parmi ses activités: l'amélioration de la conservation et de la gestion communautaire des pêches; l'introduction ou le renforcement de l'aquaculture; et amélioration de la gestion après capture, commercialisation et transformation du poisson. En coopération avec le Groupe d'experts du Pacifique sur le changement climatique et la sécurité alimentaire, la FAO a préparé, en 2009, une note de synthèse sur les effets immédiats du changement climatique sur la sécurité alimentaire dans les états et territoires insulaires du Pacifique.

Quelques faits et chiffres

En 2008, l'aide publique au développement s'élevait à 119,8 milliards d'USD, en hausse de 10,2 pour cent. L'aide totale demeure néanmoins bien en deçà de l'objectif des Nations Unies de 0,7 pour cent du revenu national brut (RNB).

Selon les estimations de la FAO, les investissements nets dans l'agriculture devront dépasser les 83 milliards d'USD par an pour satisfaire la demande future de nourriture – soit une progression d'environ 50 pour cent par rapport aux niveaux actuels.

Les échanges Sud-Sud sont devenus la composante à plus forte croissance du commerce mondial.

En 2007, 64 pour cent des habitants des régions développées étaient connectés à l'Internet, contre 13 pour cent dans les régions en développement et seulement 1,5 pour cent dans les pays les moins avancés.



Initiatives récentes d'aide aux PMA

■ Un mécanisme de financement, que la FAO a adapté aux petits agriculteurs africains, est actuellement mis en œuvre dans une vingtaine de pays d'Afrique, et notamment dans tous les pays francophones d'Afrique de l'Ouest. Les agriculteurs africains doivent généralement vendre leur production juste après la récolte, au moment où les prix sont au plus bas. Ils n'ont donc pas l'argent nécessaire pour acheter des intrants comme des semences et des engrains. La solution de la FAO consiste à introduire une version du warrantage, un système de crédit sur inventaire grâce auquel les agriculteurs, au lieu de vendre leur récolte immédiatement, peuvent l'utiliser en gage du remboursement d'un prêt sollicité auprès d'une banque.

■ L'initiative de la Coopération Sud-Sud, lancée par la FAO en 1996 dans le cadre du Programme spécial pour la sécurité alimentaire, repose sur les principes de solidarité entre pays en développement. En 2010, plus de 40 accords tripartites Sud-Sud ont été signés entre divers pays et la FAO, et plus de 1 400 experts et techniciens ont été détachés sur le terrain. En vertu d'un accord type entre le Viet Nam et le Tchad, des experts vietnamiens ont aidé le Tchad à améliorer divers secteurs, dont le système d'irrigation pour la riziculture et l'horticulture, la production céréalière, les pêches artisanales, l'apiculture et la transformation des aliments, dans le cadre du Programme national

quinquennal pour la sécurité alimentaire du Tchad, d'un montant de 200 millions d'USD, élaboré avec l'aide de la FAO. ■ En avril 2010, la FAO avait déjà distribué des semences et des kits d'outils à plus de 30 000 familles agricoles dans les zones sinistrées de Haïti, en temps utile pour la campagne de semis de printemps—en tant que première mesure d'une série d'interventions mises en chantier par l'Organisation après le tremblement de terre qui a dévasté le pays en janvier. La FAO compte distribuer des intrants de base aux familles rurales pour une valeur de 5 millions d'USD.

Commerce

Avec ses États membres et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la FAO contribue activement aux efforts visant à créer un système commercial multilatéral, ouvert, équitable et fondé sur des règles, en particulier par son appui aux politiques commerciales, y compris les échanges de produits alimentaires et agricoles, favorisant la sécurité alimentaire. La FAO aide les pays en développement à se préparer aux négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture, les pêches et les forêts. La FAO surveille en permanence la situation et les perspectives des échanges mondiaux de toutes les principales denrées agricoles.

Le Comité des produits, un des cinq comités techniques de la FAO, examine les problèmes et questions qui influencent la production, le commerce, la distribution et la consommation de produits de base.

La publication de la FAO « *WTO rules for agriculture compatible with development* » (2007) examine comment les règles de l'OMC concernant l'agriculture peuvent être rendues compatibles avec le développement et les objectifs de réduction de la pauvreté des pays en développement.

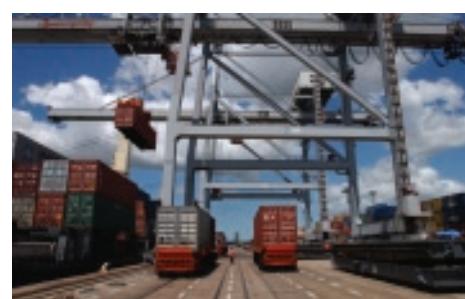
Nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC)

La FAO offre à ses États Membres et d'autres parties intéressées un ensemble unique de données et d'informations en ligne sur l'agriculture, les pêches, les forêts, les denrées de base, la nutrition et le développement durable. La FAO fournit avis et assistance technique aux gouvernements, institutions et communautés rurales, afin de renforcer leurs capacités en matière de gestion de l'information agricole et d'utilisation efficace des TIC.

Compte tenu des problèmes spécifiques rencontrés par les communautés et les institutions rurales en matière de TIC, par rapport aux zones urbaines, FAO et le Département du Royaume-Uni pour le développement international ont décidé de lancer un programme destiné à combler la fracture numérique entre villes et campagnes, à l'appui du développement agricole et de la sécurité alimentaire. La FAO, en collaboration avec d'autres partenaires, a également instauré la « Communauté de praticiens de l'e-agriculture» pour soutenir les approches innovantes d'échange de connaissances, en mettant les nouvelles technologies numériques au service du développement rural.

Coordonné par la FAO, en collaboration avec plus de 30 organisations partenaires,

le Kit de ressources pour la gestion de l'information (IMARK) est une initiative d'apprentissage en ligne visant à former les individus et à soutenir les institutions et les réseaux dans la gestion efficace de l'information agricole.



Pour un système d'échanges équitable.
©FAO/Giuseppe Bizzarri



Semences de qualité pour les petits agriculteurs.
©FAO/Giulio Napolitano

